FO et Loi travail : marre des fausses comparaisons

Présent à Chaumont mardi à l'occasion d'une réunion de la Commission exécutive de l'Union départementale Force Ouvrière, Frédéric Souillot, secrétaire confédéral FO, qui participe à Paris, aux négociations sur le code du travail, n'a pas manqué de dire tout le mal qu'il pensait du projet de loi El Khomri. Pour lui, tous les aménagements annoncés lundi ne changeront quasiment rien. Car la philosophie générale du texte reste néfaste.

Il se souvient du pin's de Pierre Gattaz promettant un million d'emplois grâce aux aides du pack de responsabilité. Depuis, 50 milliards d'euros ont été distribués et le chômage a encore progressé. Conclusion : plus en appliquera les mesures préconisées par le Medef, plus on s'enfoncera. Selon lui, faciliter les licenciements, augmenter le temps de travail, changer la hiérarchie entre code du travail, convention collective et accords d'entreprises... tout cela va encore faire monter le chômage.

Il s'en prend alors aux comparaisons (qui n'en sont pas) avec d'autres pays qui auraient su faire reculer le chômage avec les mêmes mesures.

Il affirme ainsi que l'Allemagne n'est pas exemplaire avec ses 6 millions de mini-jobbers indemnisés par l'Etat à 400 euros par mois et qu'on envoie effectuer une vingtaine d'heures par semaine dans des entreprises privées. Ceux-là sont artificiellement sortis des chiffres du chômage et créent en plus une distorsion de concurrence avec les entreprises des autres pays.

Il passe assez vite sur le «modèle» anglais, ses contrats «zéro heure» et ses millions de travailleurs pauvres. Il déclare ensuite que l'Espagne, dont on connaît désormais la réalité, n'est plus donnée en exemple depuis plusieurs semaines... Enfin, il annonce que l'Italie s'apprête à devenir le prochain désenchantement.

A ceux qui disent que les opposants à la loi Travail sont des travailleurs nantis qui ne veulent pas ouvrir l'emploi aux jeunes, il répond : «Nous ne sommes pas déconnectés de la société. Nous avons pratiquement tous des enfants. Si nous pensions que les mesures annoncées avaient une chance de les aider, nous ne les condamnerions pas comme nous le faisons».

FO prétend toujours vouloir négocier avec le gouvernement sur de vraies propositions. Mais Frédéric Souillot dit qu'il rencontre des adhérents de plus en plus remontés, qui ne croient plus aux vertus des manifestations traditionnelles. Ils ne manquent jamais de rappeler que les bonnets rouges, et même les agriculteurs, se font entendre en cassant, sans même qu'on le leur reproche.

Il devient donc de plus en plus difficile de dissuader les salariés de suivre ce modèle.

Dominique Perchet, secrétaire de l'UD de Haute-Marne ajoute qu'ici aussi ses adhérents montent en pression. Et elle s'inquiète : «Ils me disent qu'ils n'acceptent plus de venir faire une petite promenade gentillette, sur un parcours ridicule décidé par la préfecture...».

L.T.

Trésoreries : des réorganisations à tout va !

La tenue de la Commission exécutive a donné l'occasion d'évoquer les sujets d'actualité que sont les fermetures des trésoreries d'Andelot et Montier-en-Der.

«On restructure comme jamais», constate Rachel Sugneau, secrétaire départementale FO pour les finances publiques. «Il y a seulement 18 ans, la Haute-Marne comptait 33 trésoreries. En 2017, elle n'en aura plus que 13. Et ce n'est pas fini».

On voit bien en fait, par les fermetures successives, que l'administration suit le découpage intercommunal. Andelot et Montier sont clairement victimes des regroupement programmés au 1er janvier 2017.

Le syndicat dénonce l'évolution en souhaitant que les élus fassent entendre leurs voix, sachant que des services de proximité s'éloignent encore du public.

D'autres services vont encore fermer. Les paiements de services publics peuvent de moins en moins se faire sur place. Les gestions des maisons de retraites s'éloignent et se regroupent

Rachel Sugneau ajoute que le service de conservation des hypothèques de Saint-Dizier est supprimé au profit d'une centralisation à Chaumont.

Sans oublier que tout cela entraîne forcément des suppressions d'emplois.

En règle générale FO voit une volonté de la part de l'Etat de supprimer tous les accueils au public, pour obliger les citoyens à effectuer toutes leurs démarches sur internet. Le syndicat, qui annonce déjà une fermeture au public même de la préfecture de Chaumont, s'inquiète d'une rupture d'égalité entre les citoyens équipés en matériel informatique et les autres...

L'envers de l'action sociale

Autre sujet traité récemment au sein de FO : la remise en cause des conventions collectives des organismes d'action sociale.

Selon Dominique Théveny, secrétaire départemental pour ce secteur, ça concerne un millier d'employés en Haute-Marne dans des CAT et divers établissements médico-sociaux. Il parle de baisses de salaires (plusieurs niveaux de la grille se situent en dessous du SMIC), d'augmentation du temps de travail et de remise en cause des accords de RTT.

Il explique par ailleurs que les qualifications baissent (on embauche des personnes ayant moins de formation, alors que les besoins deviennent de plus en plus spécialisés). Ainsi, les établissements reçoivent de moins en moins de personnes en situation de handicap et de plus en plus de pensionnaires qui souffrent de maladies mentales. Ce qui change tout.

Le personnel, qui n'est pas formé pour cela, connaît de plus en plus de problèmes de surmenage et de dépression.

Une région sinistrée

Entre Haute-Marne et Aube, FO constate des situations catastrophiques au niveau de l'emploi dans le secteur privé. On connaît, chez nos voisins, les difficultés de Bayel et de Bar-sur-Aube. Mais du côté de la Haute-Marne les fonderies ne sont pas toutes en bonne santé (comme GHM par exemple).

Et puis surtout, FO tient à attirer l'attention sur Eurofence, à Doulevant-le-Château, qui connaît actuellement de grosses difficultés. Cette entreprise, qui travaille pour le bâtiment et les travaux publics, dépend en bonne partie, des commandes des pouvoirs publics.

Mais ça n'explique pas tout.

Appartenant à un fond de pension suédois, elle a été revendue à un autre. Depuis, des licenciements sont annoncés par vagues de 9 personnes (à partir de 10, le plan social serait obligatoire).

Cependant, la formule a tendance à fâcher le syndicat qui ne manque pas de rappeler que l'entreprise a reçu des aides conséquentes de l'Etat.

Abonnez-vous !

En vous abonnant, vous pouvez aussi obtenir les dix derniers numéros. Je désire recevoir **L'affranchi** :

❒ Le vendredi après-midi (Chaumont uniquement)
❒ Le samedi matin

❒ Pour 3 mois ..... 20 €
❒ Pour 6 mois ..... 35 €
❒ Pour un an ..... 64 €

❒ Je désire aussi recevoir les dix derniers numéros

NOM.....
PRENOM.....
ADRESSE .....
.....

Retournez votre règlement à l'ordre de **L'affranchi,** 25 rue Croix-Percée 52000 Chaumont.